

Les études de psychologie victimes de leur succès

■ Les cursus de psychologie et logopédie restent bons, mais l'encadrement se fait précaire.

Année après année, elles confirment leur succès. Que ce soit à l'université, en hautes écoles ou dans les établissements de promotion sociale, les études qui touchent à la psychologie ou à la logopédie accueillent un nombre toujours croissant d'étudiants, souligne dans une étude publiée cette semaine l'Aeqes, l'agence qui évalue la qualité de l'enseignement supérieur.

Faute de bases de données cohérentes, les experts n'ont pas pu chiffrer exactement cette croissance. Mais après s'être penchés sur dix cursus regroupant près de 18 000 étudiants, ils notent que 8 d'entre eux sont en forte croissance. Ils pointent aussi des succès notables pour la logopédie en haute école et pour les sciences de l'éducation du côté des universités.

Sans trop s'attarder sur les raisons de

ce succès, l'étude note avant tout que malgré le fait que les budgets et l'encadrement humain et matériel ne peuvent suivre la "forte" augmentation du nombre d'étudiants, la qualité de ces cursus reste de bonne tenue. "De manière générale, l'expertise et la compétence du corps professoral sont reconnues", tout comme "la qualité, l'implication et la disponibilité des équipes enseignantes".

Pour autant, l'équilibre devient précaire.

A titre d'exemple, les experts de l'agence ont constaté "la surcharge d'enseignement et d'encadrement de mémoires dans les quatre universités. Les charges dépassent le supportable et peuvent atteindre 30 à 40 mémoires par promoteur". La situation, note encore l'étude, "risque de se détériorer au cours des prochaines années".

Faut-il maintenir le libre accès aux études ?

Ces difficultés se font d'autant plus ressentir que les contenus de ces formations tentent de s'adapter aux be-

soins du marché du travail en se professionnalisant. En ce sens, les stages font partie intégrante de ces programmes et les stagiaires, à leur tour, souffrent d'un trop faible encadrement humain. De telles situations "ne sont pas sans risque pour les futurs professionnels" s'inquiètent les auteurs de l'étude.

Ces derniers avancent également une autre piste pour adapter au mieux les études aux besoins du secteur, en évoquant une plus forte implication des professionnels dans la formation.

Quoi qu'il en soit, et face au manque croissant de financements, les experts ne veulent cependant pas évacuer la question de l'accès libre aux études supérieures. "Est-il encore possible ?", s'interrogent-ils, sans en faire la question conclusive à leurs recherches, mais en recommandant tout de même une réflexion en profondeur aux acteurs du secteur.

BdO

40

MÉMORANTS

Certains enseignants doivent parfois encadrer en même temps 40 étudiants réalisant leur mémoire.

Épinglé

Quel avenir pour le conseil conjugal ?

Protection. Outre de nouveaux financements, l'Aeqes souligne l'importance de repenser certains programmes et leur reconnaissance. Au rang de ceux-ci, l'agence recommande de réfléchir à une protection plus stricte du statut d'éducateur spécialisé.

Valeur ajoutée. L'Aeqes s'interroge également sur la pertinence du bachelier en conseiller conjugal et familial qui concerne plus de 230 étudiants. Il note que les lieux d'insertion professionnelle se font de plus en plus rares en la matière, et que ce programme, souffrant d'un manque d'identité, ne permet pas à ses diplômés de résister à la concurrence des assistants psychologues ou des psychothérapeutes.